

# IDEA pour la démocratie 1999 Rapport annuel

International IDEA  
La démocratie en devenir

© International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA) 2000.

Tous droits réservés

Toute demande de reproduction de cette publication, partielle ou intégrale, doit être adressée au :  
Responsable des Publications, International IDEA, 103 34 Stockholm, Suède.

International IDEA est déterminé à promouvoir ce rapport annuel et répondra rapidement aux demandes concernant sa reproduction et sa traduction. Ce rapport annuel a été publié par International IDEA. Les publications de International IDEA ne reflètent aucun intérêt spécifique national ou politique. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions des membres du Conseil ou du Conseil d'administration de International IDEA. Des cartes ont été insérées dans cette publication dans le but d'apporter clarté au texte et n'impliquent aucun jugement de la part de l'Institut concernant le statut juridique d'un territoire quelconque ou la reconnaissance de toutes limites ou frontières. De même, la situation ou la taille de tout pays ou territoire n'implique aucun jugement politique de l'Institut.

Autorisations La citation en page ix est tirée de *Enfants de la lumière, enfants des ténèbres* de Reinhold Niebuhr, 1944.

La citation en page 9 est de Rasha al-Sabah, Ministre délégué pour l'Education Supérieure du Koweït.

La citation en page 24 est tirée de l'article de Amartya Sen dans *Journal of Democracy*, vol. 10, no. 3 (1999).

Direction artistique et conception: Eduard Cehovin, Slovénie

Illustration: Papic

Pré-impression : Studio Signum, Slovénie

IDEA pour la démocratie No 2

ISSN : 1403-9230

ISBN : 91-89098-36-6

## **Table des matières**

### **AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

#### **VUE D'ENSEMBLE**

##### **Objectifs**

##### ***Principes directeurs***

##### **International IDEA en action**

##### ***Promotion de la démocratie sur le terrain***

Accroître la participation

Renforcer les institutions démocratiques

Elections

##### ***Appuyer les efforts de la communauté internationale***

Etablir des standards

Créer des forums et forger des partenariats

Evaluer l'assistance à la démocratie

Plaider en faveur de la démocratie

#### **ORGANISATION**

##### **Membres**

##### ***Etats Membres***

##### ***Membres associés***

##### **Organisation**

##### **Membres du Conseil d'administration**

#### **1999 EN REVUE**

##### **Fournir des informations pratiques sur la démocratie et les élections**

La démocratie et les conflits profondément enracinés : suivi

Fonctionnement et financement des partis politiques

Participation électorale des jeunes

Démocratie et gouvernance locale

Justice, vérité et réconciliation

Collecte et analyse d'informations sur les élections

Inventaire mondial de la participation électorale

Résolution des différends électoraux

Droit de vote des nationaux résidant à l'étranger

##### **Etablir des standards et travail normatif**

Code de conduite pour les partis politiques

Orientations pour l'évaluation des élections libres et équitables

##### **Assister les démocraties émergentes**

Nigeria

Burkina Faso

Indonésie  
Birmanie  
Monde arabe  
Slovaquie  
Bosnie  
Paraguay  
Guatemala

**Assister la communauté internationale**

Dialogue pour le développement démocratique  
Evaluation des stratégies d'appui à la démocratie  
Partenariat pour le développement électoral et démocratique

**Créer des forums pour les praticiens**

Organismes d'administration électorale  
Le futur de l'observation internationale des élections  
Forum pour la démocratie 1999 : les jeunes et la démocratie  
Forum pour la démocratie 2000 : la démocratie et la pauvreté: un lien manquant?

**Promotion de la démocratie**

L'état de la démocratie  
Séminaires

**FINANCES ET FINANCEMENT**

## **Avant-propos du Secrétaire Général**

La croissance de la Démocratie est sans aucun doute l'un des acquis les plus remarquables du vingtième siècle. Aujourd'hui, aucune société au monde ne peut nier la force d'attraction de la Démocratie ou en méconnaître les avantages. En Indonésie, l'un des plus anciens dictateurs a été contraint de se retirer sous la pression de la volonté populaire, ouvrant ainsi la voie aux premières élections libres depuis 40 ans dans un pays appelé à devenir la troisième démocratie du monde, en nombre d'habitants. Après des décennies d'oppression institutionnalisée et de discrimination raciale, l'Afrique du Sud s'est engagée dans une audacieuse transition démocratique, s'efforçant de promouvoir la réconciliation nationale et la construction de la nation. En Europe, les pays qui se sont tout récemment libérés du joug totalitaire mettent progressivement en place des institutions démocratiques et des économies de marché. L'Amérique latine s'est également éloignée de l'autoritarisme qui a meurtri son passé. A l'aube du vingt et unième siècle, il est indéniable que la démocratie s'est imposée comme le système politique préféré de la plupart des peuples du monde, quand ceux-ci sont libres de choisir.

Cette vision optimiste teintée d'espérance positive ainsi que les possibilités de paix et de stabilité doivent cependant être nuancées. La réalité s'avère en effet plus résiliante et moins optimiste : la Russie continue de sombrer dans l'instabilité politique et économique; le Sud-est de l'Europe est balaféré par la purification ethnique alors que la plupart de l'Afrique sub-saharienne reste ravagée par les conflits armés. Dans les démocraties plus établies, la Démocratie affronte d'autres défis, ceux liés à l'apathie politique, à la faiblesse de la participation électorale et à l'indifférence croissante des jeunes concernant leurs responsabilités en tant que citoyens et donc électeurs.

Cependant, ces développements positifs et négatifs apportent à tous ceux que le devenir de la démocratie préoccupe d'importantes leçons. Le développement des processus qui ont contribué à édifier et à solidifier la Démocratie ne pourra être qu'amélioré si nous reconnaissons les erreurs à ne pas répéter et les leçons à tirer de l'expérience. Plus que jamais nous devons nous efforcer de partager notre savoir et notre compréhension des processus de démocratisation et élaborer des approches communes pour promouvoir la Démocratie.

Telle est la raison d'être de l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (International IDEA). International IDEA s'efforce d'insuffler de nouvelles idées pour promouvoir la démocratie en rassemblant et en partageant les leçons, les expériences et les pratiques des différents pays de part le monde. Son but ultime n'est ni de concevoir des modèles définitifs ni de prescrire des formes particulières de gouvernement. Plutôt, l'Institut s'efforce d'esquisser des options et de présenter des perspectives; de créer des forums de débat et des lieux d'échange pour le bénéfice mutuel; et de fournir des informations qui permettront à d'autres acteurs d'acquérir le savoir et la compréhension nécessaires pour la consolidation de la démocratie.

Notre approche de la Démocratie se fonde sur l'idée que la démocratie est un processus qui doit être entretenu et renforcé, protégé et promu. C'est un processus à long terme qui consiste à privilégier une véritable confiance de l'intérieur plutôt que d'imposer une solution rapide et toute faite de l'extérieur. On peut commander un café express, mais il n'existe pas de Démocratie instantanée.

Depuis sa création, il y a de cela quatre ans, International IDEA s'est efforcé de contribuer à toutes les phases du processus de la démocratisation. Nous développons une approche méthodologique inclusive et participative destinée à encourager les acteurs nationaux à engager un dialogue démocratique et un débat autour des opportunités et des défis pour la consolidation de la démocratie. Nous nous employons à faire partager des options, des approches, des recommandations, des expériences comparatives et les meilleures pratiques dans différents domaines liées à la démocratie et les élections. Les questions abordées jusqu'à présent ont eu trait, par exemple, aux différentes approches quant à l'élaboration d'un système électoral approprié ou aux considérations à prendre en compte pour construire une démocratie viable

après un conflit armé. En offrant un lieu de rencontre impartial aux responsables politiques et aux praticiens, nous essayons de faciliter l'échange d'expérience et l'émergence d'une compréhension partagée et d'approches sur des questions telles que l'avenir de l'observation des élections et de l'assistance internationale à la Démocratie. Les pages suivantes décrivent de manière plus détaillée certains des projets et programmes auxquels International IDEA a participé.

En tant qu'organisme intergouvernemental, International IDEA s'engage dans la phase de consolidation institutionnelle. La nouvelle étape de développement institutionnel que nous engageons appelle à redoubler nos efforts pour collecter de manière systématique les différentes options, perspectives, approches et informations ayant trait à la démocratie et aux processus de démocratisation et partager celles-ci avec les décideurs et les praticiens de part le monde.

Alors que nous entrons dans un nouveau siècle, le principe directeur sur lequel repose l'Institut demeure la même ambition: contribuer à une des plus dignes aspirations humaines – la quête de la démocratie.

## **Vue d'ensemble**

### **Le retour au gouvernement civil au Nigeria. Les élections en Indonésie. La transition vers la Démocratie et la réconciliation nationale en Afrique du Sud.**

Tels sont certains des gros titres de la fin du vingtième siècle qui réaffirment que l'expansion de la Démocratie a été l'un des accomplissements politiques les plus remarquables du siècle dernier.

Cependant, l'optimisme doit être atténué.

### **La Russie sombre dans l'instabilité économique et politique. Coup d'Etat militaire au Pakistan. Perte de confiance dans les institutions démocratiques.**

Ces gros titres reflètent également la réalité actuelle.

La fin du vingtième siècle présente de nouvelles espérances et de nouveaux défis pour la promotion et la protection de la démocratie dans le monde. En Amérique latine, en Europe de l'Est, en Afrique et en Asie, les anciens régimes se sont effondrés et les régimes qui les ont remplacés se sont engagés dans des processus de démocratisation. Après la Guerre froide, le nombre de démocraties dans le monde s'est accru de manière exponentielle. De la Mongolie au Mozambique, une nouvelle vague de démocratisation semble s'être engagée.

Par ailleurs, bien que la Démocratie ne soit toujours pas universellement pratiquée ou respectée, elle s'est affirmée comme une ambition universelle. En avril 1999, la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies a adopté une résolution proclamant le «droit à la démocratie» de tous les êtres humains. L'adoption de cette résolution, appuyée par l'unanimité des 51 gouvernements votants, a marqué un développement important dans la reconnaissance croissante que la Démocratie est un droit de l'Homme fondamental.

Mais il reste encore beaucoup à accomplir. De nombreuses démocraties émergentes demeurent fragiles et exposées à la résurgence toujours possible de l'autoritarisme. Les forces déstabilisatrices liées à la mondialisation et au nationalisme représentent un réel défi en particulier pour les jeunes démocraties qui émergent d'années de guerre ou d'isolement. Les libertés individuelles fondamentales et les droits des minorités ne sont pas toujours respectés, même dans les pays ayant par ailleurs des traditions démocratiques. La qualité et la robustesse de la Démocratie sont parfois perçues insuffisantes parce que la participation populaire demeure confinée au cérémonial du vote. Dans les démocraties plus établies, l'apathie des électeurs et l'écart croissant entre les institutions démocratiques et la confiance des citoyens en celles-ci donnent lieu à certaines inquiétudes sur la pérennité de la Démocratie dans l'avenir.

Pour consolider la démocratie et s'assurer que celle-ci perdure, la lutte est longue et délicate. Cela implique non seulement renforcer les processus électoraux mais également renforcer les institutions politiques et enraciner la culture démocratique. Cela requiert un engagement à long terme et un soutien constant.

L'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (International IDEA) a été fondé en 1995 dans le but d'entretenir, de soutenir et de promouvoir la Démocratie dans le monde. La création de l'Institut s'est fondée sur une ambition et répond à un besoin: celui d'avoir une organisation internationale indépendante de tout intérêt national et dont le mandat exclusif réside à promouvoir la démocratie sous tous ses aspects.

**Objectifs**      ***International IDEA offre des perspectives, des options et des moyens pratiques pour la promotion et le développement de la Démocratie dans le monde.***

International IDEA est la seule organisation internationale ayant pour unique mandat la promotion de la Démocratie. L'Institut s'efforce d'appuyer les processus démocratiques, avant, après et entre les élections.

C'est dans ce but que l'Institut travaille, tant au niveau national qu'international. Tout d'abord, l'Institut soutient le développement démocratique dans les pays où la Démocratie prend (ou ne prend pas) forme. Il réunit les différentes forces politiques et la société civile, souvent dans un contexte polarisé, afin de discuter des opportunités et des défis à la démocratie et définir, ensembles, un agenda de réforme démocratique pour leur pays. International IDEA facilite ces processus de concertation et de consultation par la mise en place de mécanismes de dialogue politique et la mise à disposition des acteurs d'options et d'expériences comparatives sur des questions pertinentes. Par ailleurs, International IDEA aide la communauté internationale à développer des approches efficaces pour appuyer et promouvoir la démocratie. Il fournit un lieu de rencontre impartial où les activistes de la Démocratie peuvent partager leurs idées, leurs expériences et développer une compréhension mutuelle d'objectifs communs.

Le travail de International IDEA se base sur de solides connaissances des questions cruciales pour le devenir de la démocratie ainsi qu'une compréhension fine des dynamiques politiques dans les pays où il intervient. Le monde académique produit tous les ans une multitude d'études et accumule ainsi des connaissances fondamentales permettant de mieux comprendre les dynamiques de fond et appréhender les processus de démocratisation. Un aspect important du travail de International IDEA consiste à s'assurer que ce savoir considérable soit accessible aux décideurs politiques et transmis aux acteurs sur le terrain qui pourraient en tirer le meilleur avantage. International IDEA n'est pas un institut de recherche mais sert plutôt de passerelle entre les institutions académiques et les organisations internationales et nationales qui participent au développement démocratique. Il s'efforce d'intégrer l'expérience, les leçons et les perspectives des universitaires avec celles des politiques, et de transmettre celles-ci aux responsables politiques et aux acteurs sur le terrain. Par exemple, International IDEA a produit des manuels sur la manière d'accroître la participation politique des femmes et de construire la Démocratie après un conflit profondément enraciné. Il a exposé les grandes lignes des meilleures pratiques utilisées dans le monde pour organiser des élections ainsi que les facteurs à prendre en considération lors de la conception d'un système électoral. Actuellement, il examine les options qui permettraient d'améliorer le financement des partis politiques et d'accroître la participation dans la gouvernance locale.

***La démocratie devrait être perçue comme un instrument indispensable dans la recherche de la paix, de la stabilité et le développement.***

*Principes directeurs*

L'approche de International IDEA est guidée par un certain nombre de principes directeurs fondamentaux. Ceux-ci incluent:

- La démocratisation est un processus continue et de longue haleine qui ne s'achève pas avec la tenue d'élections. Il n'existe ni de Démocratie instantanée, ni d'état final et définitif de démocratie.
- L'émergence et la consolidation de la démocratie sont avant tout des processus endogènes dont la responsabilité première incombe aux sociétés concernées. Aucun organisme international ou autorité nationale ne peut l'imposer.
- Il n'existe pas de modèle unique de Démocratie universelle. La Démocratie doit être en harmonie avec chaque société et répondre aux exigences de la population. Cependant, toutes les démocraties ont en partage certaines valeurs démocratiques fondamentales comme, par exemple, les élections libres et honnêtes, le respect des droits de l'Homme, le multipartisme et la liberté de la presse.
- Enfin, la démocratie devrait être perçue comme un instrument indispensable dans la recherche de la paix, de la stabilité et le développement durable.

La valeur de la démocratie ne réside pas seulement dans le respect des droits de l'Homme et de la dignité humaine qu'elle implique, mais également dans sa contribution au règlement pacifique des guerres civiles, à la prévention des conflits armés entre Etats, et à la promotion de la croissance économique et du développement durable.

Le travail de International IDEA se fonde sur les principes suivants: l'Institut fournit un appui à long terme aux processus de démocratisation ; il encourage le dialogue politique entre les différentes tendances politiques de la société pour s'assurer que le processus de démocratisation répond aux attentes de la population et reflète les préoccupations de celle-ci; il s'efforce de faire prendre conscience aux décideurs du large éventail d'options démocratiques qui sont disponibles afin qu'ils puissent prendre des décisions en toute connaissance de cause et définir leur propre voie; enfin, il se fait l'avocat des bénéficiaires à long terme de la gouvernance démocratique.

La Démocratie instantanée n'existe pas. La démocratisation est un processus élaboré non pas à travers une seule et unique élection, mais à long terme.

Il n'y a pas de modèle unique de Démocratie universelle. Cependant, toutes les démocraties ont en partage certaines valeurs démocratiques fondamentales comme, par exemple, les élections libres et honnêtes, le respect des droits de l'Homme, le multipartisme et la liberté de la presse.

La démocratie ne peut être imposée par aucun organisme international ou autorité nationale. La responsabilité première incombe aux sociétés concernées.

La démocratie devrait être perçue comme un instrument indispensable dans la recherche de la paix, de la stabilité et le développement.

## **International IDEA en action**

### ***En 1999, International IDEA a***

- ***initié des programmes d'appui à la démocratie en Indonésie, au Nigeria, en Slovaquie et dans le monde arabe ;***
- ***publié des études sur comment accroître la participation politique des jeunes et comment appuyer le développement démocratique ;***
- ***lancé un site Internet contenant la base de données statistiques la plus complète sur la participation politique ; et***
- ***organisé des forums pour les administrateurs électoraux et les acteurs des processus démocratiques afin de partager des expériences et forger des alliances stratégiques.***

### ***Promotion de la démocratie sur le terrain***

Le soutien apporté par la communauté internationale aux transitions vers la Démocratie s'est principalement focalisé sur l'organisation des élections. Néanmoins, les défis soulevés par les processus de transition et de consolidation démocratique se sont avérés être bien plus importants qu'initialement prévu, exigeant un engagement plus conséquent et des délais plus longs. C'est pourquoi International IDEA concentre son assistance dans des domaines tels que le développement et la consolidation des institutions, des normes et de la culture démocratiques qui permettront à la démocratie de s'enraciner dans la société.

L'approche de l'Institut se base sur une méthodologie participative destinée à promouvoir la concertation et le dialogue. L'Institut travaille dans ce but à travers une méthodologie basée sur le dialogue et la consultation. Afin d'évaluer le processus de démocratisation du pays et de contribuer de par son aide à son développement, l'Institut collabore, au sein des Etats, avec des interlocuteurs importants et variés: des militaires et des civils, des hommes d'affaires et des dirigeants ecclésiastiques, des officiels gouvernementaux et des représentants de l'opposition. Ce processus de dialogue recouvre tous les domaines et les institutions essentielles à la mise en place la Démocratie. En Slovaquie, par exemple, International IDEA a réuni des représentants du gouvernement et des organisations non-gouvernementales, aussi bien au niveau national que régional et international, pour débattre de questions cruciales pour l'avenir de la démocratie slovaque telles que la réforme de la loi électorale, la décentralisation, la protection des droits des minorités et la participation politique des femmes. Ces discussions, en Slovaquie aussi bien que dans tous les autres pays dans lesquels l'Institut est engagé, permettent d'identifier les principaux défis démocratiques d'un pays et de mesurer la cadence du développement démocratique. Les recommandations qui en résultent sont publiées dans les rapports d'évaluation qui fournissent des conseils aux responsables politiques sur les problèmes liés aux réformes et éclairent les partenaires internationaux sur l'effectivité de leur aide. En 1999, International IDEA a commencé de tels processus de dialogue et de concertation dans le monde arabe, au Nigeria et en Slovaquie. (*Voir «Appui apporté aux démocraties émergentes»*).

Pour maintenir la dynamique générée par le dialogue et pour institutionnaliser les recommandations concrètes, International IDEA appui également l'établissement d'institutions nationales ou des «groupes de contact» pour pérenniser ce processus de concertation et son impact. Au Guatemala, par exemple, une structure nationale a été créée pour approfondir le programme de réforme démocratique identifié dans le rapport d'évaluation de International IDEA. Intitulé «Participation et Démocratie», il contribue aux efforts des Guatémaltèques pour définir un consensus national pour consolider la démocratie. (*Voir «Guatemala»*.)

### *Accroître la participation*

A l'heure actuelle, le faible taux de participation politique et électorale, en particulier parmi les jeunes, aussi bien dans les démocraties émergentes que dans celles plus établies, constitue un défi fondamental pour la pérennité de la Démocratie. En 1999, International IDEA a analysé les différentes dimensions ainsi que les implications politiques de la faible participation électorale des jeunes et a mis en avant un certain nombre de suggestions d'ordre pratiques qui permettrait d'y remédier dans un rapport intitulé *La participation électorale des jeunes : Comment impliquer la jeunesse d'aujourd'hui dans la démocratie de demain?* (Voir «Participation électorale des jeunes»).

International IDEA se penche également sur la question de la participation citoyenne aux processus de décisions au niveau local, c'est-à-dire sur les questions liées à la gouvernance locale. L'Institut étudie la manière dont les Etats peuvent consolider la démocratie en se décentralisant et en améliorant la gouvernance locale. A cet égard, l'Institut est en train d'élaborer un manuel sur la Démocratie et la gouvernance locale qui proposera aux responsables politiques des options et des instruments pratiques pour accroître l'apport des communautés locales à la définition des politiques publiques, pour gérer la diversité, réformer les institutions locales et accroître la participation citoyenne. (Voir «Démocratie et gouvernance locale»).

#### *Renforcer les institutions démocratiques*

La stabilité de toute démocratie dépend largement de la force et du caractère des institutions et des processus démocratiques. International IDEA aide les Etats à réformer leur système électoral, appuie les acteurs des processus de démocratisation à renforcer les législatures, les systèmes judiciaires et les partis politiques, et s'efforce de faciliter la diffusion des connaissances et des options sur la manière de mettre en place des institutions démocratiques efficaces à la suite d'un conflit violent et profondément enraciné. Afin de disséminer les idées contenues dans son manuel sur la contribution de la démocratie à la résolution des conflits profondément enracinés, International IDEA organise une série d'ateliers régionaux sur les institutions démocratiques et la gestion des conflits. Le premier atelier fut organisé au Sénégal en août 1999. Lors de celui-ci, les expériences, stratégies et techniques de gestion démocratique des conflits contenues dans le manuel ont été étudiées dans le contexte de l'Afrique occidentale. (Voir «Démocratie et conflit profondément enraciné»).

La collaboration avec les partis politiques -- qui constituent une des arènes institutionnelles les plus importantes pour la Démocratie -- se trouve également au programme de l'Institut. A l'heure actuelle, les partis politiques, en particulier ceux de l'opposition, doivent affronter de nombreux défis dans des domaines clés et particulièrement sensibles tels que leur financement, leur structure interne, la baisse du nombre d'adhérents en particulier d'adhérents dans les démocraties plus établies, et les relations parfois tendues entre les partis de l'opposition et la majorité gouvernementale. L'Institut élabore actuellement un manuel sur le financement des partis politiques, le premier d'une série de projets dans ce domaine. (Voir «Fonctionnement et financement des partis politiques»).

#### *Elections*

L'amélioration de la gestion et de l'administration des élections est un aspect essentiel du renforcement des capacités démocratiques d'un pays et continue donc à être l'un des objectifs fondamentaux de l'Institut. C'est dans ce but que International IDEA a produit la première encyclopédie électronique complète sur l'administration et le coût des élections (le projet ACE), qui englobe tous les aspects organisationnels et opérationnels des élections et fournit un éventail d'options légitimes sur des sujets cruciaux tels que la sélection d'un système électoral, les méthodes d'inscription des électeurs ou encore les méthodes de décompte des voix. Le projet ACE sert de matériel pédagogique dans certaines universités au Canada et en Australie et le CD-ROM est en cours de traduction en français, en espagnol et en russe.

Pour compléter et approfondir le projet ACE, l'Institut a lancé une nouvelle initiative qui fournira une base de données sur les élections pour la plupart des pays du monde. En partenariat avec trois

organisations internationales, l'Institut recueille des données statistiques sur les modes de scrutin et divers aspects des élections, y compris leur date, résultats ainsi que des informations pratiques sur la manière dont elles ont été administrées, par qui, et combien elles ont coûté. Ces informations seront publiées sur le site Internet de International IDEA au cours de l'année 2000. Elles sont conçues pour servir de base d'information systématique pour les chercheurs, les législateurs, les organismes électoraux et les médias. (Voir «Collecte et analyse d'informations sur les élections»).

En 1999, International IDEA a également lancé un site Internet ([www.idea.int/turnout](http://www.idea.int/turnout)), contenant la base de données statistiques la plus complète actuellement disponible sur la participation électorale, contenant de manière systématique des informations sur plus de 1400 élections parlementaires et présidentielles dans plus de 170 pays. (Voir «Inventaire mondial de la participation électorale»).

### ***Appuyer les efforts de la communauté internationale***

International IDEA s'attelle également à assister la communauté internationale dans ses efforts pour promouvoir, défendre et protéger la démocratie dans le but d'améliorer l'efficacité et l'impact de l'appui international pour la Démocratie. A cet égard, l'Institut offre un forum impartial aux responsables politiques et aux militants pour la Démocratie pour que ceux-ci puissent échanger leurs idées, partager leurs expériences et développer des approches communes pour la promotion de la Démocratie. L'Institut a organisé des séminaires, des ateliers et des conférences conçus pour réunir les politiciens, les responsables de l'aide internationale, les fonctionnaires, les observateurs des élections et les universitaires qui travaillent dans des domaines liés à la Démocratie.

Par exemple, le Forum pour la Démocratie, qui est un événement annuel, fournit une occasion unique de réunir des participants venus d'horizons très divers pour échanger des idées et pour se pencher sur des questions spécifiques concernant le développement démocratique. En 1999, le thème du Forum pour la Démocratie était: «De la grandeur de la démocratie: La parole à la jeunesse!». Le Forum a réuni plus de 100 jeunes, âgés de 18 à 30 ans, venus de plus de 70 pays pour débattre de l'avenir de la Démocratie. Les participants ont recommandé des stratégies pratiques sur la manière de pallier au déclin de la participation politique. Le Forum pour la Démocratie de 2000 aura pour thème la Démocratie, la réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale. (Voir «Forum pour la Démocratie 1999 et 2000»).

#### *Etablir des standards*

La promotion de la Démocratie passe également par l'établissement de normes et de standards endossées à l'échelle internationale et graduellement solidifiées dans les pratiques. Celles-ci guident ceux qui travaillent dans le domaine de la Démocratie et des élections. International IDEA développe de tels standards et les promeut dans les enceintes adéquates et parmi les décideurs clés.

Jusqu'à présent, l'Institut a articulé des «codes de conduite» destinés à assister les observateurs électoraux et les administrateurs civils en charge de la gestion des élections. Il a également défini des orientations destinées à cerner les conditions nécessaires et les principes directeurs pour engager des missions d'observation électorale. En 1999, l'Institut a produit un «code de conduite» pour les partis politiques pendant les campagnes électorales et est actuellement en train de définir des orientations destinées à établir des principes directeurs communs permettant tant aux observateurs internationaux qu'aux observateurs nationaux d'évaluer les élections. La promotion de ces codes et la création d'une compréhension commune quant à la manière de poursuivre ces activités électorales constituent des aspects importants du travail de l'Institut. (Voir «Etablissement de normes et travail sur les normes»).

En outre, à travers le projet «Etat de la Démocratie», l'Institut est actuellement en train de développer une méthodologie internationalement partagée pour évaluer la Démocratie. A l'heure actuelle, la méthodologie est testée dans différentes régions du monde. (Voir «L'état de la démocratie»).

### *Créer des forums et forger des partenariats*

International IDEA constitue un lieu de réunion impartial où les praticiens de la Démocratie peuvent débattre et partager leurs expériences. Par exemple, l'Institut organise tous les ans une conférence réunissant les commissions et administrations électorales de ses Etats membres afin qu'elles puissent tirer avantage des expériences de chacune et développer des approches communes pour gérer plus efficacement les élections. (Voir «*Organismes de gestion électorale*»).

En octobre 1998, International IDEA a organisé une conférence sur l'observation internationale des élections qui a réuni les principaux acteurs dans ce domaine afin de dégager un consensus sur les priorités et les stratégies permettant de mener à bien l'observation électorale. Les leçons retenues et les recommandations suggérées sont publiées dans un nouveau rapport intitulé: «*L'avenir de l'observation internationale des élections* ». (Voir «*L'avenir de l'observation internationale des élections*»).

L'Institut s'efforce également de forger des partenariats et des alliances stratégiques pour promouvoir la coopération entre organisations qui poursuivent des objectifs communs. En mars 1999, International IDEA a établi un partenariat pour la promotion de la Démocratie électorale avec quatre importantes organisations dans ce domaine. (Voir «*Partenariat pour le développement électoral et démocratique*»).

### *Evaluer l'assistance à la démocratie*

Des milliards de dollars sont dépensés chaque année pour promouvoir la Démocratie et appuyer les processus de démocratisation par une myriade d'organismes et d'institutions internationales. Néanmoins, il existe, au sein de la communauté internationale, un besoin urgent d'accroître la coordination et le partage d'informations et de mener une réflexion critique sur les stratégies adéquates afin de s'assurer de l'effectivité, de l'efficacité et de la pertinence de l'assistance fournie.

International IDEA essaie de servir de passerelle entre donateurs et bénéficiaires de l'assistance internationale à la Démocratie, afin de s'assurer que la promotion de la Démocratie internationale est guidée par les priorités de chaque pays. Dans ce sens, l'Institut a produit un document sur la manière d'intégrer l'aide internationale à la Démocratie dans les politiques de coopération au développement. Cette publication, intitulée «*Dialogue pour le développement démocratique: Options pour renouveler le partenariat ACP-UE*», avance 80 propositions sur la manière de promouvoir le développement démocratique. (Voir «*Dialogue pour le développement démocratique*»).

Pendant la dernière décennie du siècle qui vient de s'écouler, l'assistance à la Démocratie s'est affirmée comme l'un des principales priorités de la Communauté internationale. Mais quelle a été l'efficacité réelle de cette aide à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée et quelles leçons les donateurs et les bénéficiaires peuvent-ils tirer de ce processus? Pour répondre à cette question, International IDEA projette d'engager une analyse critique et prospective sur les succès et les erreurs de l'assistance internationale à la Démocratie en examinant les politiques, les stratégies, les programmes, les critères et les évaluations de l'aide à la Démocratie durant les 10 dernières années. (Voir «*Evaluation des stratégies de soutien à la démocratie*»).

### *Plaider en faveur de la démocratie*

Par ailleurs, International IDEA a engagé un programme de promotion active qui s'efforcera de mettre au devant de la scène politique internationale les questions liées à la démocratie afin que celles-ci s'intègrent et guident tous les autres débats politiques, y compris ceux liés à la mondialisation, l'environnement, la paix et la sécurité, et la réduction de la pauvreté. Afin d'articuler une stratégie pour «promouvoir la Démocratie», l'Institut a engagé une réflexion avec de nombreux experts et responsables politiques, et prépare en ce moment une conférence sur le développement de stratégies adéquates (Voir «*Promotion de la démocratie*»).

**Membres**      ***A la fin de 1999, avec l'adhésion de l'Uruguay et de l'île Maurice, l'Institut compte 19 membres et cinq membres associés.***

Les Etats et les organisations intergouvernementales peuvent devenir membres de International IDEA. Les organisations non-gouvernementales (ONG) internationales peuvent devenir membres associés. En 1999, deux nouveaux membres, l'Uruguay et l'île Maurice, ont adhéré à l'Institut, portant ainsi le nombre d'Etats-membres à 19. Un accord de coopération a également été signé avec la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID). A l'heure actuelle, l'Institut a cinq membres associés. Cette association unique de gouvernements et d'ONG internationales permet à International IDEA d'agir de manière impartiale dans le domaine politiquement sensible et complexe de la réforme démocratique.

*Etats membres :*

Australie, Barbade, Belgique, Botswana, Canada, Chili, Costa Rica, Danemark, Finlande, Inde, Ile Maurice, Namibie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède et Uruguay.

*Membres associés :*

Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), Institut International de la Presse (IIP), Parlementaires pour l'Action Globale (PAG), Institut Interaméricain pour les Droits de l'Homme (IIDH) et la Transparency International.

International IDEA a également conclu des accords de coopération et travaille en étroite coopération avec la Suisse, la Commission Internationale des Juristes (CIJ), l'Union Interparlementaire (UIP), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID).

**Australie :** Une démocratie parlementaire fédérale. Après la domination britannique à partir de 1770, six Etats formèrent le Commonwealth d'Australie en 1901.

**Barbade :** La Barbade est l'une des plus petites démocraties du monde. Membre du Commonwealth britannique, elle a obtenu son indépendance en 1966.

**Belgique :** Une démocratie parlementaire fédérale avec une population hétérogène sur le plan linguistique et culturel.

**Botswana :** Le Botswana a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1966 et son gouvernement a été démocratiquement élu depuis plus de 30 ans.

**Canada :** Une démocratie parlementaire fédérale avec une population de près de 30 millions d'habitants, le Canada est le plus grand pays du bloc occidental.

**Chili :** Après l'accès à indépendance en 1818, la gouvernance démocratique a prédominé au 20ème siècle, jusqu'au coup militaire de 1973. Des élections présidentielles et législatives pluralistes ont eu lieu en 1989.

**Costa Rica :** Le Costa Rica a une des plus anciennes traditions démocratiques d'Amérique latine. Le gouvernement démocratique fut instauré en 1889 et, excepté des interruptions en 1917 et 1948, le pays est resté démocratique.

**Danemark :** Une démocratie parlementaire, le Danemark possède une Constitution datant de 1849 et un parlement monocaméral établi en 1953.

**Finlande :** Sa Constitution actuelle date de 1919. Elle a été adoptée deux ans après son indépendance de la Russie soviétique et établit un Parlement de 200 députés, élus au suffrage universel.

**Inde :** Avec près de 600 millions d'électeurs, l'Inde est la plus grande démocratie du monde. Elle est devenue indépendante en 1947 et, depuis l'adoption de la Constitution en 1950, elle a recours au suffrage universel.

**Ile Maurice :** Avec une population d'environ 1,2 millions d'habitants, l'Ile Maurice est une démocratie présidentielle-parlementaire. Les divers mouvements migratoires des XVIIIème et XIXème siècles et du début du XXIème ont fait de l'Ile Maurice un mélange unique de différentes races et religions.

**Namibie :** Gouvernée sous le système d'apartheid de l'Afrique du Sud à partir de 1948, la Namibie est devenue indépendante en 1990, avec une transition menée sous l'égide des Nations Unies. Les citoyens sont allés aux urnes en 1994, pour les premières élections après l'indépendance.

**Les Pays-Bas :** Un pays de 15 millions de citoyens, les Pays-Bas sont une monarchie constitutionnelle avec un système parlementaire dont l'établissement remonte à 1814.

**Norvège :** Une démocratie parlementaire de 4,3 millions d'habitants. Avec plus du tiers de la législature nationale tenu par des femmes, la Norvège a un pourcentage élevé de représentation féminine en politique.

**Portugal :** Avec une population de 9,4 millions d'habitants, le Portugal est une démocratie présidentielle-parlementaire. Après des années d'instabilité et de dictature, la transition vers la démocratie fut initiée en 1975, avec l'élection d'une Assemblée constitutionnelle qui adopta une Constitution démocratique.

**Afrique du Sud :** Après 300 ans de colonialisme et quatre décennies d'apartheid, les premières élections multiraciales eurent lieu en 1994. Les 41 millions d'habitants du pays jouissent désormais d'une démocratie présidentielle. Une nouvelle Constitution fut adoptée en 1996.

**Espagne :** Après près de 40 ans de dictature franquiste, L'Espagne jouit d'un gouvernement démocratique depuis 1977.

**Suède :** Une démocratie parlementaire avec 8,8 millions d'habitants. A l'heure actuelle, les femmes représentent 44% des membres du Parlement. Le siège de International IDEA se trouve à Stockholm, la capitale de la Suède.

**Uruguay :** Avec sa petite superficie et ses institutions démocratiques, l'Uruguay est souvent appelé la « Suisse de l'Amérique Latine ». C'est une république démocratique depuis 1830.

**Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) :** Représentant plus de 400 000 journalistes dans plus de 95 pays, la FIJ est la plus importante organisation de journalistes du monde. Elle fut fondée en 1926 pour protéger les journalistes des menaces auxquels ils sont exposés et réfléchir sur les questions de la profession.

**Institut International de la Presse (IIP) :** L'IIP est un réseau international d'éditeurs, de cadres des médias et de journalistes de la presse écrite, de la radio, de la télévision et des agences de presse. Il est présent dans 85 pays.

**Parlementaires pour l'Action Globale (PAG) :** Fondé en 1979, PAG est un réseau international de parlementaires nationaux comprenant 1200 membres dans 90 pays, engagé dans la coopération transnationale.

**Institut Interaméricain des Droits de l'Homme (IIDH) :** L'Institut Interaméricain des Droits de l'Homme est une organisation non gouvernementale internationale dont le mandat est de promouvoir les droits de l'Homme et stimuler l'enseignement et la recherche dans ce domaine en Amérique latine.

**Transparency International (TI) :** TI est une organisation non gouvernementale internationale qui lutte contre la corruption, aussi bien dans les transactions commerciales internationales qu'au niveau national.

International IDEA a également des accords formels et coopère étroitement avec :

**La Suisse :** Un pays de 7 millions de citoyens, la Suisse est une démocratie parlementaire fédérale.

**La Banque de Interaméricaine pour le Développement (BID) :** La BID fut établie en 1959 pour promouvoir le développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes.

**La Commission Internationale des Juristes (CIJ) :** La CIJ est une organisation non gouvernementale internationale qui se concentre sur la promotion et la protection juridique des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

**L'Union Inter-Parlementaire (UIP) :** L'UIP est l'organisation mondiale des Parlements des États souverains. Elle œuvre pour la paix et la coopération entre les peuples et l'établissement et le renforcement de la démocratie représentative.

**Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) :** Le PNUD assiste les pays à renforcer leur capacité nationale afin de promouvoir un développement humain durable. Il promeut, entre autres, la bonne gouvernance et appuie la reconstruction de sociétés après les guerres et les

crises humanitaires.

## Organisation

Le *Conseil* se réunit une fois par an et se compose d'un représentant de chaque membre et membre associé de l'Institut. Il définit les grandes orientations de l'action de l'Institut, approuve les nouveaux membres et membres associés, nomme les membres et le Président du Conseil d'administration, ainsi que les membres du Comité des candidatures et les commissaires aux comptes.

Le *Conseil d'administration*, composé actuellement de 11 membres, supervise le développement des politiques de l'Institut et approuve le programme de travail et le budget annuels de l'Institut. Les membres du Conseil d'administration siègent dans leurs capacités individuelles et non pas comme représentants de leurs pays ou organisations d'origine. Le Conseil d'administration nomme également le Secrétaire Général de l'Institut, qui dirige le Secrétariat. M. Bengt Säve-Söderbergh est le Secrétaire Général, servant un second mandat de cinq ans lors de la réunion du Conseil d'administration de juin 1999.

Actuellement, le personnel du *Secrétariat* comprend environ 60 individus provenant de plus de 30 pays. Le siège de l'Institut est à Stockholm. Certains membres du personnel sont postés à l'étranger, à court ou à long terme. L'Institut a également un bureau à Bruxelles.

*(Cartouche : Organigramme)*

*Le Conseil, le Conseil d'administration, le Secrétaire Général et le Secrétariat sont responsables de l'Institut.*

**Conseil d'administration**  
(voir ci-dessous)

**Conseil**  
Un représentant de  
chaque membre et  
membre associé;  
il se réunit une fois par an.

**Secrétariat**  
Secrétaire Général  
Bengt Säve-Söderbergh

**Directeurs**  
Torvald Åkesson, Département des  
Finances et de l'Administration  
Reg Austin, Département des Règles  
et Principes Directeurs  
Roel von Meijenfeldt, Département  
du Renforcement des Capacités  
Karin-Lis Svarre, Département des  
Relations Publiques et de  
l'Information

## Membres du Conseil d'administration

**Le Conseil d'administration compte deux nouveaux membres en 1999: Professeur Kuniko Inoguchi (Japon) et M. Ignacio Astarloa Huarte-Mendicoa (Espagne)**

Sir **Shridath Ramphal** (Président), ancien Secrétaire Général du Commonwealth et Coprésident de la Commission sur la Gouvernance Globale.

Ambassadeur **Thorvald Stoltenberg** (Vice Président), Président de la Croix Rouge norvégienne, ancien ambassadeur de Norvège au Danemark, Ministre des Affaires étrangères et Ministre de la défense de Norvège, Représentant spécial des Nations Unies dans l'ancienne Yougoslavie et Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Dr **Adama Dieng**, Secrétaire Général de la Commission Internationale des Juristes.

M. **Ignacio Astarloa Huarte-Mendicoa**, ancien Secrétaire Général de la Chambre des Députés et Secrétaire de la Commission Centrale des Elections, Espagne.

Professeur **Kuniko Inoguchi**, Professeur à la Faculté de Droit, Université de Sophia, Tokyo, Japon.

Mme **Mónica Jiménez de Barros**, Directeur exécutif de PARTICIPA et membre de la Commission pour la Vérité et la Réconciliation, Chili.

M. **Manmohan Malhoutra**, ancien Assistant Secrétaire Général du Commonwealth et conseiller de l'ancien Premier Ministre de l'Inde, Mme Indhira Gandhi.

Mme **Maureen O'Neil**, Président du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), Canada.

Dr **Ehrling Olsen**, ancien Président du Parlement, Danemark.

Sir **David Steel**, KBE MSP, ancien Président de *Liberal International*, Royaume-Uni, membre de la Chambre des Lords, Président du Parlement Ecossais.

Mme **Aung San Suu Kyi**, Secrétaire Général de la Ligue Nationale pour la Démocratie de Birmanie et lauréat du prix Nobel de la Paix.

Les termes de trois autres membres du Conseil, Sir **Henry de Boulay Forde**, juriste et ancien Ministre des Affaires étrangères et Procureur Général de la Barbade, Dr **Frene Ginwala**, Président de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud et Professeur **Colin Hughes**, Professeur de Sciences Politiques, Université de Queensland et ancien Commissaire électoral d'Australie, ont expiré en juin 1999.

*(cartouches sur les activités)*

## **1999 En Revue**

En 1999, International IDEA s'est principalement concentré dans les domaines dans lesquels il possède un avantage comparatif, étant une institution de modeste envergure mais au mandat global et dont les membres sont reconnus de par leur engagement pour la promotion de la démocratie. Ces domaines incluent la divulgation d'informations pratiques sur la démocratie et les élections; la création de normes et de standards internationaux ; l'appui aux processus de démocratisation dans un certain nombre de pays soigneusement identifiés; l'assistance apportée à la communauté internationale pour la promotion de la démocratie; la création de forums pour les praticiens; et l'établissement d'un lien entre le monde académique et les politiques.

## **FOURNIR DES INFORMATIONS PRATIQUES SUR LA DÉMOCRATIE ET LES ÉLECTIONS**

### **La démocratie et les conflits profondément enracinés : Suivi**

*Ateliers régionaux sur la gestion des conflits*

En 1998, International IDEA a publié un ouvrage sur « *La démocratie et les conflits profondément enracinés : Options pour les négociateurs* » destiné à mettre à la dispositions des négociateurs des informations pratiques pour rétablir la paix dans des pays émergeant d'un conflit profondément enraciné. Il suggère des options en matière de réforme constitutionnelle ou institutionnelle pouvant servir à construire ou reconstruire la démocratie dans de telles situations.

Afin de disséminer les enseignements et options esquissés dans ce manuel, l'Institut organise une série d'ateliers régionaux sur les institutions démocratiques et la gestion des conflits. Le premier atelier s'est tenu dans l'Île de Gorée, au Sénégal, en août 1999. Cet atelier a été l'occasion pour de nombreux décideurs des démocraties émergentes ou renaissantes de la sous-région d'échanger leurs expériences et partager leurs connaissances.

En particulier, cet atelier a abordé six questions sensibles : les causes économiques et politiques des conflits; les innovations constitutionnelles pour la gestion pacifique des conflits; la délégation du pouvoir, la décentralisation et la gouvernance locale; les processus électoraux; les relations entre civils et militaires; et la participation politique et les questions des minorités. Les discussions ont principalement porté sur les stratégies réalistes susceptibles d'être utilisées dans le contexte de l'Afrique occidentale.

D'autres ateliers sont prévus en Amérique latine, en Asie-Pacifique, et en Afrique australe, avec la possibilité de les étendre à d'autres régions d'Afrique et du Caucase. Le Centre Canadien pour la Résolution des Conflits développe actuellement un programme de formation basé sur ce manuel.

*Assistance apportée à la communauté internationale et aux gouvernements nationaux*

International IDEA a conseillé le Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme (ODIHR) sur d'éventuelles réformes politiques et institutionnelles au Kosovo; l'Organisation pour la Sécurité et de la Coopération en Europe (OSCE) sur la question des réfugiés et du droit de vote des minorités dans la constitution et la loi électorale croates; le Haut Commissariat Européen pour les Minorités sur les droits des minorités; le Département des Affaires Politiques des Nations Unies sur des questions afférentes au maintien de la paix et la diplomatie préventive.

### **Fonctionnement et financement des partis politiques**

Les partis politiques doivent actuellement faire face à de nombreux défis, parmi lesquels se trouvent ceux de leur financement, des relations complexes en majorité et opposition, ou encore du déclin de la participation politique et l'engagement partisan dans les démocraties établies. International IDEA constitue un lieu de rencontre privilégié permettant aux politiques et aux chercheurs académiques d'échanger leurs analyses et expériences sur le rôle et la place des partis politiques.

En 1999, l'Institut s'est penché en particulier sur la question politiquement sensible du financement des partis politiques. Il a collecté des informations et analysé de manière systématique et comparative les différents aspects du financement des partis politiques, en particulier dans les démocraties émergentes et les démocraties transitionnelles, tels que la disponibilité de sources de financement, les méthodes pour déclarer l'origine de ces fonds, les systèmes pour la transparence, les méthodes alternatives d'obtention de revenus, et le rôle du financement extérieur. L'Institut produit actuellement un manuel sur ces questions et prépare également une étude comparative sur les différents systèmes de financement des campagnes électorales dans différentes parties du monde et dans différents types de démocratie, afin de dégager des « bonnes pratiques » dans ce domaine.

Afin d'alimenter ces réflexions, International IDEA et la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID), avec la participation du gouvernement et du parlement de la Colombie, ont organisé une conférence sur le financement des partis politiques en avril 1999. Une autre conférence est également prévue au Botswana, en mars 2000, pour débattre de ces questions et, en particulier, les leçons tirées des récentes élections dans la région.

### **Participation électorale des jeunes**

La participation électorale a décliné tant dans les démocraties émergentes que dans les démocraties plus établies, en particulier parmi les jeunes. Le rapport de International IDEA sur « *La Participation électorale des jeunes : Comment impliquer la jeunesse d'aujourd'hui dans la démocratie de demain ?* » analyse la question de la faible participation électorale des jeunes, en explore les causes et suggère un certain nombre d'idées novatrices et d'initiatives ingénieuses pour aviver l'élan politique et accroître leur participation au processus électoral. Le rapport suggère un certain nombre de stratégies. Celles-ci incluent, entre autres : faciliter l'inscription des jeunes sur les listes électorales; soutenir les initiatives d'éducation civique; encourager l'organisation d'élections préparatoires comme des simulations électorales ; réduire la majorité politique donnant le droit de vote; ou encore faciliter le vote de manière pratique. Le rapport a été présenté au Forum pour la Démocratie de 1999.

### **Démocratie et gouvernance locale**

Ces dernières années, une attention considérable a été portée à l'établissement ou au renforcement d'institutions nationales permettant d'éviter l'exclusion et d'atténuer la polarisation politique et favorisant la définition de politiques consensuelles. Cependant, la manière dont de telles approches consensuelles peuvent être reproduites ou promues au niveau local demeure relativement inexplorée, malgré le fait que la vigueur de la participation politique au niveau local est critique pour asseoir la légitimité de la démocratie, en particulier dans démocraties émergentes.

Afin de proposer des options dans ce domaine, International IDEA a initié un projet de recherche appliquée qui se penche sur la conception d'institutions gouvernementales locales et de procédures de prise de décision novatrices pour augmenter la participation politique au niveau local. Un manuel, qui va être publié en l'an 2000, analysera les différentes méthodes qui permettent d'accroître contribution des communautés, de gérer la diversité, de traiter de questions politiquement sensibles et complexes et de réformer les institutions locales. Le rôle de la communauté internationale dans la promotion de la participation des citoyens à la prise de décision au niveau local est également exploré. En outre, l'Institut développe un cursus académique et des ressources pédagogiques ainsi qu'une base de données électronique qui pourront être utilisés par les autorités locales et les organisations internationales.

### **Justice, vérité et réconciliation**

Les crises du Kosovo et du Timor oriental en 1999 ont une fois de plus souligné les difficultés auxquelles doivent s'affronter la communauté internationale pour rétablir la paix après un conflit. Dans de telles situations, les processus de réconciliation nationale - y compris la traduction en justice des criminels de guerre et la recherche de la vérité - revêtent une importance cruciale pour rétablir la paix et instaurer ou restaurer la démocratie après un conflit. Au delà de son important travail sur la démocratie et la gestion des conflits, International IDEA a mené des recherches préliminaires sur ce sujet en 1999. Un atelier de haut niveau sur ce thème a eu lieu à Stockholm en novembre 1999 et a réuni certains des plus éminents experts et praticiens dans le domaine.

International IDEA projette d'éditer un manuel pratique sur les processus de réconciliation nationale. Celui-ci analysera de manière systématique et comparative les politiques, stratégies et instruments pouvant être employées pour faciliter la réconciliation nationale, en s'appuyant également sur un certain nombre d'études de cas. Jusqu'à présent, les questions relatives à la justice et de vérité ont été abordées du point de vue des droits de l'Homme. La valeur ajoutée de l'approche adoptée par l'Institut réside dans la perspective globale du projet, alliant à la fois les dimensions légales des droits de l'Hommes avec des considérations d'ordre politique, démocratique et social, dans le contexte plus large de la gestion des conflits. L'atelier préliminaire a pleinement appuyé cette approche.

### **Collecte et analyse d'informations sur les élections**

International IDEA a initié un nouveau projet qui fournira une base de données systématique sur les processus électoraux dans la plupart des pays du monde. L'objectif de ce projet, intitulé « *Collecte d'Informations sur le Processus Electoral* » (CIPE), est de recueillir des données brutes sur les différents aspects des élections, y compris les détails pratiques sur la manière dont celles-ci sont gérées, par qui et à quel coût. Cette information analytique sera publiée sur un site Internet créé à cet égard et servira de ressource pour les chercheurs, les législateurs, les organismes électoraux et les médias. Les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux collaborent avec International IDEA dans ce projet. Au début de 2000, les données seront disponibles pour six pays «pilotes» et la base de données complète couvrant la plupart des nations du monde sera disponible dès 2002.

### **Inventaire mondial de la participation électorale : [www.idea.int/turnout](http://www.idea.int/turnout)**

En juillet 1999, International IDEA a lancé un site Internet contenant la base de données statistique la plus complète au monde sur la participation politique. Celle-ci contient des statistiques fiables et comparables provenant de plus de 1400 élections parlementaires et présidentielles dans plus de 170 pays. Elle contient également des graphes, des chartes et des tableaux qui soulignent les tendances de fond du taux de participation électorale pendant les années 1990, comparent la participation électorale dans les démocraties émergentes et celles plus établies, et jaugent les taux de participation dans les élections de première génération et celles de seconde génération. L'analyse d'un certain nombre de facteurs déterminants, comme par exemple l'impact du taux d'alphabétisation, la corrélation entre la participation et la richesse nationale et le lien entre les libertés civiles et la participation, aboutit à un certain nombre de conclusions. L'Institut met régulièrement à jour cette base de données afin de fournir aux politiques, aux journalistes et aux universitaires une base statistique fiable et actualisée. International IDEA a également publié un rapport sur ces questions, intitulé « *Participation électorale de 1945 à 1997 : Un rapport mondial sur la participation politique.* »

### **De la résolution des différents électoraux**

Les processus électoraux peuvent générer une multitude de différents et de conflits. Ceux-ci peuvent émerger à tout moment du processus, de l'établissement des circonscriptions électorales jusqu'à l'étape finale de la répartition des sièges sur la base des votes. Les gouvernements et les autorités électorales résolvent ces disputes de différentes manières, soit par voie judiciaire, soit par le biais de tribunaux électoraux, soit par la conciliation et la médiation, formelles ou informelles. Certaines de ces méthodes se sont révélées plus efficaces, moins coûteuses et plus adéquates que d'autres. Bien que les administrateurs électoraux reconnaissent le besoin de développer des mécanismes efficaces de résolution des différents électoraux, en particulier étant donné leur importance cruciale pour préserver la crédibilité et la légitimité des processus électoraux, peu d'études comparatives ont été réalisées dans ce domaine.

Afin de combler cette lacune, International IDEA analyse les différents mécanismes susceptibles d'être utilisés pour régler les différents électoraux. Le projet compare les différents systèmes qui existent et mesure l'efficacité relative de chacun afin de dégager des « bonnes pratiques, » tout en prenant en compte les écarts dans les niveaux de développement social et politique. Un manuel ainsi que des instruments pédagogiques sur ces questions seront publiés en l'an 2000.

### **Droit de vote des nationaux résidant à l'étranger**

La résurgence de la démocratie, alliée à un accroissement des mouvements migratoires, a stigmatisé la question du droit de vote des nationaux résidant à l'étranger, comme, par exemple, les réfugiés, les migrants, les diplomates ou encore les militaires. Bien que la plupart des constitutions garantissent le droit de vote à tous les citoyens, certaines n'ont aucune disposition permettant aux citoyens résidant à l'étranger de voter.

International IDEA examine actuellement la théorie et la pratique du vote de l'étranger. L'Institut mène une étude systématique de la recherche disponible, des législations nationales régissant le droit de vote à l'étranger ainsi que les pratiques actuelles dans ce domaine. En particulier, des études de cas ont été faites afin de comparer les expériences de différents pays. Un groupe consultatif a également été établi. L'objectif est de publier un manuel sur ce sujet, qui va être publié en l'an 2000, et qui est conçu pour servir de guide de référence pour les organismes électoraux et les organisations internationales. Le projet est un effort conjoint de International IDEA, le *Instituto Federal Electoral* (IFE) du Mexique, et le Programmes des Nations Unies pour le Développement au Mexique. L'Unité d'Assistance Electorale des Nations Unies participe également au projet.

## **ETABLIR DES STANDARDS ET TRAVAIL NORMATIF**

### **Code de conduite pour les partis politiques**

Le dernier code de conduite publié par l'Institut expose les principes directeurs destinés à guider le comportement des partis politiques et fournit des indications sur la manière de créer un champ politique équitable pour tous les acteurs politiques participant au processus électoral. L'objectif de ce code est d'aider les partis politiques dans le monde entier à atténuer les conflits et réduire l'intimidation et encourager ainsi un climat de concurrence libre et équitable pendant les élections, particulièrement dans les pays où les processus démocratiques s'affrontent à d'importants défis.

### **Orientations pour l'évaluation des élections libres et équitables**

International IDEA étudie le concept de «libres et équitables» afin de développer des standards communs pour évaluer les différents aspects d'un processus électoral, y compris des approches alternatives de rapporter les développements.

## **SOUTENIR LES DÉMOCRATIES EMERGENTES**

### **Nigeria**

L'élection du Général Obasanjo à la présidence du Nigeria en février 1999 ainsi que les événements qui ont suivi cette transition démocratique représentent une opportunité unique pour appuyer les réformes démocratiques au Nigeria.

Suite à l'invitation du Président Obasanjo, International IDEA a initié un programme d'appui au processus de démocratisation en 1999 en envoyant plusieurs missions préliminaires destinées à analyser les défis et les opportunités pour la démocratie au Nigeria et évaluer la meilleure façon pour l'Institut de faciliter le processus de la réforme. Les principales priorités identifiées incluent: appuyer la Commission pour la Vérité; soutenir le processus de réforme constitutionnelle; et assister la commission nationale électorale indépendante. En février 2000, l'Institut entreprendra une mission de deux semaines afin d'élargir les espaces de concertation et encourager le dialogue politique entre et parmi différents groupes dans la société, des institutions de l'Etat à la société civile, de l'armée au secteur privé. Ces discussions donneront la possibilité aux Nigériens eux-mêmes d'évaluer le processus de démocratisation dans leur pays et proposer des options pour consolider le processus de démocratisation. Ces débats seront retranscrits dans un rapport d'évaluation de International IDEA comprenant un agenda de réformes démocratiques.

L'Institut collabore également étroitement avec le Centre pour la Démocratie et le Développement, un institut d'Afrique occidentale basé à Londres, Royaume Uni, à Lagos, Nigeria, et à Accra, Ghana. Le Centre a pour mandat de faciliter le transfert d'expertise internationale et le partage d'expériences comparatives aux forces pro-démocratiques au Nigeria.

## **Burkina Faso**

Depuis décembre 1998, le Burkina Faso traverse une crise politique profonde à la suite du meurtre non encore élucidé d'un important journaliste. Le gouvernement a convoqué un Conseil des Sages afin d'identifier des options pour sortir de cette crise et approfondir le processus démocratique. Le Conseil a recommandé une refonte du système politique, l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale afin de promouvoir la réconciliation, et la création d'une commission pour la vérité afin d'enquêter sur les crimes de l'histoire récente et mettre fin à l'impunité, adhérant ainsi à nombre des recommandations du rapport d'International IDEA en 1998, *La démocratie au Burkina Faso*.

En 1999, International IDEA s'est principalement concentré sur la réforme politique et électorale et la promotion des recommandations dans son rapport, tant au sein des élites politiques qu'au sein de la société. L'Institut a réuni un Groupe de Contact composé de Burkinabè provenant des différents secteurs de la société pour faire disséminer, enraciner et faire avancer ces recommandations. En partenariat avec des organisations locales, l'Institut a également initié plusieurs projets d'éducation civique, comme par exemple des programmes de radio hebdomadaires, des pièces de théâtre itinérantes dans les communes décentralisées et la traduction en langues locales de certaines parties du rapport. Les pièces, par exemple, qui sont jouées en trois langues, ont pour but d'apprendre aux gens pourquoi et comment voter, en vue de les préparer aux élections locales prévues pour février 2000.

En juin – juillet 1999, l'Institut a également organisé un séminaire avec les parlementaires sur le rôle des parlements et des partis politiques dans le processus de la consolidation, suivi d'un atelier technique sur la réforme électorale.

## **Indonésie**

Les élections présidentielles en juin 1999 ont marqué une étape importante dans le processus de démocratisation sur lequel l'Indonésie s'est engagée. International IDEA a adopté une stratégie d'appui au processus de transition démocratique en Indonésie basé sur deux piliers : premièrement, fournir une assistance technique dans le domaine électoral et, deuxièmement la promotion du dialogue politique. En 1998, l'Institut s'est principalement appliqué à conseiller les Indonésiens sur la réforme du système électoral et en particulier sur les différentes options existantes ainsi que les conséquences de chaque alternative. En 1999, International IDEA a fourni une assistance technique pour la gestion et la supervision des élections de juin. En particulier, en juillet 1999, l'Institut a organisé une conférence à Jakarta intitulée « Au-delà des élections: Défis pour consolider transition vers la démocratie » et destinée à évaluer les défis et les opportunités du processus de consolidation démocratique. Les questions identifiées tant par les Indonésiens que par la communauté internationale incluent: la réforme constitutionnelle, la restauration de l'autorité de la loi, la promotion du rôle de la société civile et des médias, le renforcement de l'autonomie régionale et la clarification des relations entre les forces armées et le gouvernement civil.

L'Institut a également organisé une série d'ateliers spécialisés examinant chacun un aspect spécifique du processus de démocratisation : sur la réforme constitutionnelle et électorale, le rôle et la place des femmes en politique, l'autonomie locale et le rôle des forces armées. Le premier de ces ateliers, sur la participation politique des femmes, a permis aux activistes indonésiens d'apprendre de l'expérience philippine certains des obstacles à la participation effective des femmes en politique. Le manuel de International IDEA sur les femmes au parlement a été traduit en Bahasa et utilisé comme ouvrage de référence. L'Institut a également mené des études sur le processus de réforme politique dans sept provinces qui serviront de base à une analyse comparative pour aboutir une évaluation sur les moyens de consolider la démocratie tant au niveau national qu'au niveau local.

## **Birmanie**

Afin d'articuler une stratégie adéquate pour contribuer à promouvoir une transition pacifique vers la démocratie en Birmanie, International IDEA a tout d'abord conduit une évaluation de l'engagement international en Birmanie. Il produit actuellement une étude sur l'engagement bilatéral et multilatéral pour promouvoir la démocratie en Birmanie, soulignant à la fois les opportunités et les contraintes.

La stratégie de l'Institut pour promouvoir le dialogue politique en Birmanie adopte une approche sur trois fronts: à travers le réseau de l'ASEAN, par le biais des minorités ethniques et en mobilisant l'Union européenne pour soutenir des interventions créatrices. En 1999, l'Institut a développé un programme pour soutenir une initiative de réconciliation nationale avec les groupes ethniques de Birmanie. A travers les ateliers, il aide les birmans à développer les outils conceptuels et pratiques nécessaires à l'avancement du processus de négociations à travers le dialogue politique.

## **Le monde arabe**

International IDEA a développé un programme visant à évaluer les perspectives pour la démocratie dans le monde arabe, soutenir les élans démocratiques et renforcer les réseaux régionaux en faveur de la démocratisation. Les activités portent principalement sur le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et le Yémen, et pourraient s'élargir par la suite pour couvrir d'autres pays.

En 1998-1999, International IDEA a entrepris plusieurs missions dans la région afin de rencontrer les forces pro-démocratiques au sein des pays arabes, aussi bien au sein des institutions publiques qu'au sein des organisations de la société civile. En mars 1999, l'Institut a organisé une table ronde à Stockholm dans le but de débattre de l'avenir de la démocratie dans le monde arabe et d'analyser les défis que doit relever le processus de démocratisation dans la région. Hommes politiques, universitaires, journalistes, militants des droits de l'Homme et de la société civile y ont assisté. Cette rencontre a résulté en un rapport de la table ronde, intitulé « *La démocratie dans le monde arabe.* » En mai 1999, l'Institut a co-organisé un atelier sur les systèmes électoraux à Beyrouth, Liban, sous les auspices du Premier ministre du Liban. L'atelier, qui a réuni des ministres, des parlementaires, des représentants des partis politiques, des universitaires et des militants de la société civile, a analysé les différents aspects de la réforme électorale afin d'assister le Liban dans ses efforts de réformer son propre système électoral.

L'Institut a solidifié ses relations avec des institutions partenaires dans la région arabe ainsi qu'avec les organisations internationales présentes dans la région, en particulier le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'Union européenne. Les questions étudiées ont inclus: la bonne gouvernance ; les réformes constitutionnelles ; la démocratie et la pauvreté; le développement durable; et l'expérience libanaise du processus de reconstruction.

## **Slovaquie**

La République Slovaque est devenue une démocratie parlementaire en 1992. Cependant, entre 1993 et 1998, la consolidation de la démocratie s'est heurtée à l'héritage du passé totalitaire et la permanence de pratiques autoritaires. Les élections parlementaires de septembre 1998 et l'élection présidentielle de mai 1999 ont toutefois amené au pouvoir une nouvelle coalition gouvernementale et un nouveau président ayant tous deux un programme de réformes et possédant un engagement pour l'adoption et la mise en œuvre de principes et de politiques démocratiques.

Reconnaissant cette opportunité pour la démocratie, International IDEA a initié un programme pour soutenir la consolidation de la démocratie dans le pays. En 1999, l'Institut a entrepris deux missions pour rencontrer les représentants du gouvernement et d'organisations non-gouvernementales, ainsi que les acteurs internationaux et régionaux, afin de bénéficier de leur analyse des dynamiques politiques en Slovaquie et discuter du rôle que International IDEA pourrait jouer pour appuyer le processus de démocratisation. Les questions suivantes ont été identifiées comme étant cruciales pour l'avenir de la démocratie en Slovaquie et devant guider les interventions d'International IDEA : promouvoir les principes non discriminatoires et une culture démocratique aussi bien dans la législation que dans les pratiques (c'est-à-dire égalité entre hommes et femmes, droits des minorités); soutenir les efforts nationaux dans les domaines de la décentralisation et de la réforme de l'administration publique; l'accroissement de la participation politique des femmes; et assister les processus de réforme électorale, constitutionnelle et légale pour renforcer l'Etat de droit. Comme dans d'autres pays, International IDEA a initié un processus de dialogue avec une société slovaque diversifiée.

## **Bosnie**

Les efforts de International IDEA en vue de contribuer à la consolidation de la paix et de la démocratie en Bosnie se sont concentrés à aider les Bosniaques à trouver leur propre voie vers la démocratie. C'est dans ce sens que l'Institut a contribué à la création d'une «Fondation pour la Démocratie en Bosnie-Herzégovine». Gérée par des individus provenant des différentes régions et communautés, la Fondation a pour principal objectif d'aider les Bosniaques à se «ré-approprier» les initiatives de la communauté internationale pour la restauration de la paix et l'établissement de la démocratie. En 1999, la Fondation a disséminé des informations tant parmi les Bosniaques que les représentants de la communauté internationale sur les différentes options pour réformer la loi électorale ainsi que les institutions démocratiques permettant de gérer les conflits. Elle a aussi traduit et diffusé les manuels de l'Institut sur la «*Démocratie et les conflits profondément enracinés : Options pour les négociateurs*» et sur la «*Conception de systèmes électoraux.*» International IDEA continuera à soutenir et à développer la Fondation afin de renforcer sa capacité de gestion et lui permettre de devenir financièrement autonome.

## **Paraguay**

L'assassinat du Vice-Président du Paraguay en mars 1999 a sérieusement remis en question le processus de transition démocratique dans ce pays andin. Pour évaluer les défis et les opportunités pour la défense de la démocratie au Paraguay, International IDEA a initié un programme préliminaire en 1999. En juillet 1999, une mission composée de représentants de International IDEA, de la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID) et l'Institut National Démocrate (National Democratic Institute, NDI), et présidée par M. Patricio Alwyn, ancien Président du Chili, a rencontré le Président du Paraguay, Dr Louis Gonzalez Macchi. L'objectif de cette mission de haut niveau était de permettre aux paraguayens de bénéficier de l'expérience chilienne, celle de la formation d'un gouvernement de coalition pendant une période de transition. Elle a également discuté des avantages d'un gouvernement de coalition pour affronter les défis économiques et sociaux et économiques les plus immédiats. A court terme, International IDEA engagera des consultations avec les gouvernements de la région sur les préoccupations immédiates, telles que la réforme politique et institutionnelle et les questions économiques et sociales. A long terme, l'Institut prévoit d'analyser et d'évaluer les défis et les opportunités pour la démocratie au Paraguay dans un contexte régional et pour dessiner les contours des options, des stratégies et des idées permettant à celle-ci de s'enraciner.

## **Guatemala**

En 1998, International IDEA a entrepris une évaluation des atouts, des faiblesses et des défis auxquels se confronte le processus de démocratisation du Guatemala. Les recommandations contenues dans le rapport de International IDEA, « *La démocratie au Guatemala : La mission d'un peuple entier,* » sont actuellement débattues par les différents secteurs de la société.

En 1999, le travail de International IDEA au Guatemala s'est concentré sur la diffusion et la promotion des propositions avancées par le rapport, en mettant en particulier l'accent sur la question de la participation et de la citoyenneté. Comme l'a déjà mis en exergue le rapport, le haut niveau d'abstention électorale et le faible niveau d'inscription sur les listes électorales constituent l'un des problèmes critiques du Guatemala. Le taux de participation électorale au Guatemala est le deuxième plus faible du monde (le plus faible en Amérique latine). Environ 40 pour cent de sa population, pour la plupart indigène, n'est pas inscrite sur les listes électorales. En 1999, à travers son programme « Participation et démocratie », International IDEA a engagé et soutenu des activités visant à améliorer cette situation. Les activités d'éducation civique incluent la coordination de différentes organisations cherchant à sensibiliser la population, et en particulier la jeunesse, quant à l'importance de la participation politique et électorale.

## ASSISTER LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

### **Dialogue pour le développement démocratique**

Au début de 1999, International IDEA a publié un ouvrage sur le «*Dialogue pour le développement démocratique : Options pour un partenariat ACP-EU renouvelé*, » qui regroupe 80 propositions pratiques sur la manière de promouvoir le développement démocratique. Ces propositions ont été articulées lors d'une conférence sur l'intégration de l'aide aux processus de démocratisation dans le cadre de la renégociation de la Convention de Lomé - un accord de coopération entre l'Union européenne et 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) - réunissant plus de 100 responsables politiques, universitaires et représentants de la société civile. La publication a été rendue publique lors d'une réunion publique à Bruxelles, en juillet 1998, à laquelle de nombreux négociateurs ont participé. L'Institut poursuit ses efforts pour promouvoir les propositions et les options contenues dans le rapport par le biais de séminaires pour les responsables politiques. (Pour un complément d'information, veuillez consulter le site Internet sur ce projet à [www.idea.int](http://www.idea.int)).

### **Evaluation des stratégies d'appui à la démocratie**

Depuis la chute du mur de Berlin, la communauté internationale a fait de la démocratie une de ses principales priorités. Une décennie plus tard, il convient de s'interroger sur l'efficacité des ces politiques : Qu'a-t-elle accompli ? Comment a-t-elle été gérée ? Quels ont été ses principaux succès, défauts et échecs ? Quelles sont les leçons de la décennie qui vient de s'écouler ?

Pour aborder ces questions, International IDEA a entrepris un projet intitulé «*Coopération pour la démocratie : Leçons d'une décennie d'aide à la démocratie* ». L'objectif de ce projet est de faire un examen critique des politiques, des stratégies et des instruments que la communauté internationale a utilisés pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance ces dix dernières années, ainsi que d'en évaluer l'impact et explorer des options pour la rendre plus effective et efficace. Un manuel analysera les leçons tirées de l'aide internationale à la démocratie et tracera les grandes lignes des stratégies visant à améliorer la gestion et l'efficacité de cette aide, tant de la perspective du donateur que de celle du bénéficiaire. International IDEA a l'intention de partager et diffuser les résultats de cette recherche à travers l'organisation de séminaires et d'ateliers avec des organisations régionales et locales, ses Etats membres et d'autres institutions internationales.

### **Partenariat pour le développement électoral et démocratique**

De nombreux pays ont atteint un stade dans leur développement politique où les élections ont lieu régulièrement. Par conséquent, les priorités de la coopération internationale doivent progressivement aller au delà de l'assistance de court terme apportée à une élection particulière pour se concentrer sur la nécessité de définir des stratégies, établir des priorités et développer des approches communes dans le long terme pour renforcer la démocratie électorale. Afin de promouvoir cet objectif, International IDEA s'est associé avec quatre importantes organisations électorales - Elections Canada, la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux, l'Institut Fédéral Electoral du Mexique et la Division pour l'Assistance Electorale des Nations Unies – dans un « *Partenariat pour le développement électoral et démocratique* ». Le partenariat a pour but le partage d'expériences, d'informations et de ressources de manière systématique et organisée afin d'améliorer l'efficacité des élections et des pratiques électorales. Sa première initiative est d'étudier le problème de la faible participation électorale et de la non-inscription d'une grande partie de la population du Guatemala sur les listes électorales.

### **Organismes d'administration électorale**

L'un des mandats de International IDEA consiste à donner aux experts électoraux une occasion d'interagir et de partager leurs expériences et idées. A cet égard, l'Institut organise une réunion annuelle des organismes d'administration électorale (OAE) de ses Etats membres. La cinquième réunion de ce réseau a eu lieu en septembre 1999, pour la première fois en dehors de Stockholm, à Cordoue, Espagne. Outre les OAE des Etats membres, d'autres commissions électorales ont également participé à la réunion, comme, par exemple, celles du Ghana, de Thaïlande, de Colombie, du Mexique et des Philippines, ainsi que des organisations internationales avec lesquelles l'Institut coopère étroitement, y compris le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux, et la Division pour l'Assistance Electorale des Nations Unies.

Les participants ont discuté de problèmes concernant l'inscription sur les listes électorales, les changements techniques dans la gestion et l'administration des élections, les mécanismes de résolution des différends, les médias et la transparence dans les élections et les rapports entre les OAE et les observateurs nationaux et internationaux. Ils ont remarqué que les organisations de gestion électorale devenaient de plus en plus des institutions de gouvernance, comme dans le cas de trois Etats membres de International IDEA, à savoir l'Australie, le Canada et l'Inde, et que cette tendance devrait être encouragée afin d'accroître l'autonomie, la crédibilité, l'efficacité et la visibilité des OAE. Les discussions ont révélé que l'inscription sur les listes électorales continue de poser un problème important lors du processus électoral. Par exemple, au Timor oriental, l'inscription sur les listes électorales a représenté un problème majeur. Le rôle que peuvent ou doivent jouer les OAE en ce qui concerne la réglementation ou le soutien des partis politiques, ou encore la résolution des différends électoraux, a également été discuté.

## **Le futur de l'observation internationale des élections**

Pour ne pas dupliquer les efforts d'autres organisations internationales, International IDEA n'envoie pas de missions d'observation électorale. L'Institut préfère se focaliser sur le développement de principes directeurs pour l'observation électorale et le renforcement de la coopération parmi les différentes organisations actives dans le domaine. A cet égard, il a organisé une conférence à Copenhague en octobre 1998 réunissant les principales organisations actives dans le domaine de l'observation électorale pour échanger les expériences, examiner les pratiques, analyser les acquis et identifier des stratégies susceptibles d'accroître l'efficacité de l'observation électorale. Le rapport de la conférence, « *L'avenir de l'observation électorale internationale : Acquis et recommandations*, » aborde des questions telles que : Quelles sont, jusqu'à présent, les leçons de l'observation internationale ? Quels sont les éléments qui peuvent être améliorés ? Comment devraient être formulés les politiques, les règles et les principes directeurs guidant cette activité ? Comment pourrait-on améliorer l'efficacité et le rapport coût – performance ?

Les participants se sont accordés à reconnaître que l'objectif ultime de l'observation électorale est précisément de devenir superflue, c'est-à-dire d'aider un pays à consolider ses propres capacités et processus démocratiques de telle sorte que l'observation internationale des élections finit par devenir inutile. Ils ont également souligné que les missions d'observation électorales doivent être mises sur pied avec un but précis et un mandat clair. Les organisations doivent préparer leurs observateurs électoraux par le biais de briefings et de documentations afin que ceux-ci soient mieux à même d'appréhender la situation politique locale avant de se rendre dans le pays.

## **CREER DES FORUMS POUR LES PRATICIENS**

### **Forum pour la Démocratie 1999 : Les jeunes et la démocratie**

Plus de 100 activistes pour la démocratie, âgés de 18 à 30 ans, se sont réunis près de Stockholm en juin 1999 afin de débattre du devenir de la démocratie et de passer en revue les défis et les opportunités qu'ils considèrent importants. Le quatrième Forum annuel pour la Démocratie, intitulé « *Que peut nous apporter la démocratie? Les jeunes se prononcent!* », a permis aux jeunes d'avancer des idées, des stratégies et de nouvelles approches aux problèmes que doit affronter la démocratie dans le monde - de l'impact de la globalisation à l'émergence de nouvelles formes d'identités locales et mondiales.

Au cours du forum, les militants qui luttent pour la démocratie dans des pays comme la Birmanie ou l'Indonésie ont échangé leurs points de vues et expériences avec d'autres jeunes venus de pays s'étant engagé récemment dans des processus de démocratisation, comme la Pologne, la Géorgie ou la Bosnie, et de démocraties plus établies comme le Canada ou la Finlande. Organisés autour de cinq ateliers, le forum a analysé la manière dont les processus politiques pourraient être réformés pour accroître la participation politique de la jeunesse; les leçons qui peuvent être tirées des luttes pour la démocratie en Malaisie, en Indonésie et au Nigeria; de la manière dont les démocraties pourraient mieux répondre aux problèmes d'identité et de représentation; de l'importance de l'éducation pour promouvoir les valeurs démocratiques; ainsi que des inquiétudes de la jeunesse d'aujourd'hui et comment celle-ci peut les exprimer de manière plus efficace. Le magazine « *Forum pour la Démocratie* » donne un aperçu des discussions menées lors du forum ainsi que des stratégies et recommandations proposées lors du forum.

### **Forum pour la démocratie 2000 : la démocratie et la pauvreté : un lien manquant ?**

International IDEA tiendra son cinquième Forum annuel pour la Démocratie du 8 au 9 juin 2000, sur le thème de la « Démocratie et la pauvreté : Un lien manquant ? » Afin de préparer ce forum, International IDEA a mené des études comparatives sur ce sujet et prépare une série de séminaires régionaux en Afrique, Asie et Amérique latine, de février à avril 2000. Le forum, qui aura lieu à Stockholm, Suède, réunira environ 60 responsables politiques, universitaires, représentants de la communauté internationale, officiels des Nations Unies et responsables des médias.

## PROMOTION DE LA DEMOCRATIE

### **L'état de la démocratie**

En 1999, International IDEA a engagé la première phase de son projet sur « *L'état de la démocratie* », qui vise à produire une évaluation systématique et périodique de l'état de la démocratie et de la démocratisation dans le monde. La phase expérimentale de ce projet, intitulée « *La démocratie en progrès* », a consisté à mener des études sur l'état de la démocratie dans dix pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe centrale et orientale ainsi que dans deux démocraties plus établies. Ces évaluations pilotes seront menées par des organisations partenaires basées dans chaque pays et par des équipes de recherche. Il est prévu de produire deux publications à la fin de l'an 2000 : l'une décrira la méthodologie employée et l'autre portera sur des études de cas.

### **Séminaires**

International IDEA organise pour ses membres une série de séminaires sur des questions politiques concernant les problèmes liés à la démocratie. Le premier séminaire qui s'est tenu en décembre 1999 à Stockholm, Suède, a porté sur le rôle des institutions démocratiques dans la gestion des conflits. Les sujets pour de prochains séminaires comprennent les méthodes d'évaluation de la démocratie, l'administration des élections et la conception des systèmes électoraux.

*(A inclure dans les marges droites, à côté des titres appropriés)*

*Administration et coût des élections (ACE)* : un CD-ROM, qui donne des informations comparatives détaillées sur la gestion électorale, produit en collaboration avec la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux et les Nations Unies.

*Le Manuel de International IDEA sur la conception des systèmes électoraux* : un guide descriptif du monde des systèmes électoraux et une indication des éléments à prendre en compte pour établir ou réformer un système électoral.

*La démocratie et les conflits profondément enracinés* : un manuel sur la médiation de la paix dans les pays qui sortent d'un conflit profondément enraciné, donnant un aperçu des options que peuvent employer les négociateurs pour construire ou de rétablir la démocratie.

*Les femmes au parlement : Au-delà du nombre* : brosse les grandes lignes des stratégies pratiques que peuvent employer les femmes parlementaires pour avoir un impact plus important sur la prise de décision politique.

*Série d'études techniques* : La première publication de cette série, « *Internet et les élections*, » analyse l'impact des nouvelles technologies de l'information comme Internet sur la participation politique et l'organisation des élections. La seconde, « *Vote par correspondance*, » est un guide sur le vote par correspondance. La troisième traitera des « *Systèmes d'informations géographiques* » déterminant le découpage des territoires en circonscriptions électorales.

*Code de conduite pour l'observation des élections* : contient les principes éthiques qui doivent guider les

observateurs électoraux.

*Code de conduite pour l'administration des élections* : décrit les principes qui doivent guider l'administration des élections afin d'assurer la transparence et l'intégrité du processus électoral.

*Orientations pour la participation à l'observations des élections* : principes directeurs généraux pouvant être utilisés par les organisations internationales pour déterminer si les conditions nécessaires sont réunies pour participer à l'observation d'une élection.

*Népal* : Le rapport intitulé « *Consolidation de la démocratie au Népal* » analyse la cadence du développement démocratique au Népal et contient une série de propositions pour renforcer le processus de démocratisation, sur la base d'une mission d'évaluation menée dans ce pays en 1997. L'Institut a appuyé la création du « Centre pour les études sur la démocratie et la bonne gouvernance », auquel participent les cinq partis politiques du Népal et qui sert de forum pour débattre des questions afférentes au processus de consolidation démocratique et de renforcement de la bonne gouvernance au Népal.

*Roumanie* : Le rapport « *La démocratie en Roumanie* » contient un aperçu du programme de International IDEA dans ce pays. Un Groupe de Contact roumain a été établi pour stimuler les débats publics sur la démocratie au niveau national et pour disséminer et mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport de l'Institut. L'Institut contribue également à la production d'un manuel sur le bicaméralisme, comme instrument pratique pour encourager davantage des débats dans la perspective des élections de l'an 2000 et pour discuter des réformes qui devront être entreprises après les élections.

## FINANCES ET FINANCEMENT

Le financement de International IDEA est basé sur les contributions volontaires des Etats membres. Considérant le climat économique et financier des années 1990, ce système de financement a été considéré plus approprié que les autres formules impliquant des contributions budgétaires prédéterminées.

Il est prévu que la principale source de revenu de l'Institut provient de ses Etats membres. Ces derniers comprennent les principaux pays donateurs, qui doivent en principe contribuer à hauteur de 10 pour cent du budget annuel chacun, et d'autres Etats membres contribuant plus modestement au budget de l'Institut. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales associées réalisent soit des contributions générales soit des contributions financières à des projets précis. En tant que pays hôte, la Suède assume une partie significative du budget ainsi que, jusqu'à présent, une responsabilité particulière.

En 1998, le Conseil a décidé d'introduire la pratique du «financement complémentaire» en plus du «financement fondamental». Le premier est une contribution spécifique destinée à financer un programme ou un projet précis et provient généralement des agences de coopération internationale des Etats membres. En 1998 et 1999, le financement complémentaire représentait 29 et 25 pour cent respectivement du budget total.

Durant les premières années du fonctionnement de l'Institut, les revenus se sont développés comme suit :

<b>Année</b>	<b>Fonds fondamentaux</b>	<b>Fonds complémentaires</b>	<b>Total</b>
1996	3.6		3.6
1997	4.7		4.7
1998	5.00	2.0	7.0
1999	5.5*	1.8*	7.3*

\* Chiffres anticipés

En 1998, le financement complémentaire provenait de la Suisse, du Danemark, de la Communauté européenne, de la Finlande et de la Suède.

En 1997, des contributions ont été faites au Fonds de Réserve Général et au Fonds de Roulement afin de combler le manque temporaire de liquidité de l'Institut. Le Fonds de Roulement a été partiellement utilisé en 1998 et 1999 pour des besoins de liquidité.

En 1998, deux projets - les projets au Burkina Faso et sur la Convention de Lomé - ont été soumis à un audit spécial suite aux demandes des organisme de financement complémentaire.

**BILAN de l'INSTITUT 1998 - 1997**

(en US\$)

(y compris le solde à reporter)

	31 décembre 1998	31 décembre 1997
<b>ACTIF</b>		
<b>Espèces et Banque</b>	2,521,954	2,061,744
<b>Recevables</b>		
Donateurs	573,366	195,233
Dépenses prépayées / Revenu à venir	37,982	25,097
<b>Autres Recevables:</b>		
Taxes suédoises remboursables (TVA)	118,658	81,710
Avance Projet	9,842	
Déplacements / Avances au personnel	10,548	46,783
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>3,272,350</b>	<b>2,410,567</b>
<b>PASSIF ET CAPITAL</b>		
<b>Comptes fournisseurs payables :</b>		
Négoce	498,115	93,914
Dépenses à venir / Revenu différé	205,275	74,806
Charges sociales sur le produit	17,732	17,505
Provisions pour congés payés	25,969	21,961
Impôts sur les salaires retenus à la source	27,863	30,992
Passif personnel	214,703	335,691
Trust Fund Népal, Danemark	56,105	
<b>Capital</b>		
Fonds de roulement	1,002,018	968,242
Fonds de réserve	1,011,316	968,242
Solde de fonds	213,254	./ 100,786
<b>TOTAL DU PASSIF ET CAPITAL</b>	<b>3,272,350</b>	<b>2,410,567</b>

**DECLARATION DE REVENUS ET DE DEPENSES POUR 1998 - 1997**  
(en US\$)

	1998	1997
<b>REVENU</b>		
Contributions des Etats membres	5,006,272	4,664,085
Financement complémentaire	2,057,867	
Vente de livres	16,344	
Autres revenus	18,506	55,193
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>7,098,989</b>	<b>4,719,278</b>
<b>DEPENSES</b>		
Investissements	208,397	78,078
Frais de personnel	3,034,577	2,682,892
Frais de déplacement	1,420,973	1,019,316
Frais de bureau	986,282	752,521
Autres dépenses	1,168,558	1,069,000
Sous total des dépenses	6,818,787	5,601,807
Revenu du capital / Dépenses	(33,838)	121,588
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>6,784,949</b>	<b>5,723,395</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>314,040</b>	<b>(1,004,117)</b>

## DEPENSES REELLES

	Projets	1998	1997
<b>REGLES ET PRINCIPES</b>			
<b>DIRECTEURS</b>			
Administration & Coût des élections		201,798	109,284
Résolution des différents électoraux		37,979	32,168
Code de Conduite - Administration des élections		8,067	9,177
Code de Conduite – Observation des élections		14,669	10,749
Code de Conduite – Partis politiques		3,878	83
Coopération sur le terrain		12,377	18,466
Réseaux électoraux & Technologie électorale		349,085	206,599
Avenir de l'observation électorale		94,842	1,737
Participation à l'observation des élections		3,924	6,556
Réseau d'information PNUD		2,593	17,491
Participation des femmes		149,701	68,357
Systèmes électoraux***		39,439	93,168
Partis politiques***		12,499	78,114
Conflits profondément enracinés***		334,681	131,578
Participation électorale		31,321	120,430
Série d'études électorales techniques		12,368	
Accroissement de la participation électorale		20,965	
Votes extérieur		58,424	
Gouvernance locale		42,304	
Petits projets & Développement de projets		18,792	
Frais généraux **		375,815	302,157
<b>TOTAL PROGRAMME</b>		1,825,521	1,206,114
<b>RENFORCEMENT DES CAPACITES</b>			
Burkina Faso		120,774	142,999
Népal		9,960	103,430
Nicaragua		1,551	91,908
Roumanie		10,453	258,454
Bosnie		194,031	119,094
Nigeria		189,738	55,790
Séminaires			31,200
Zambie		6,783	315,428
Guatemala		542,103	98,036
Birmanie		120,907	43,964
Monde arabe		45,130	
Mexique		10,426	
Dialogue pour le développement démocratique		626,639	
Groupe consultatif		13,474	
Appui à la démocratie et la bonne gouvernance		50,90	
Petits projets & Développement de projets		3,046	63,160

Frais généraux **	426,356	389,231
<b>TOTAL PROGRAMME</b>	2,326,461	1,712,694
<b>RECHERCHE APPLIQUEE</b>		
Démocratie		43,154
Egalité		31,062
Petits projets & Développement de projets		23,951
Frais généraux	202,568	106,198
<b>TOTAL PROGRAMME</b>	202,568	204,365
<b>SERVICES D'INFORMATIONS</b>		
Publications	61,233	47,288
Site Internet	10,198	21,242
Bases de données		4,452
Bulletin		16,690
Rapport annuel	1,272	
Relations avec les médias	7,626	5,717
Centre d'information	17,290	27,311
Frais généraux	420,217	342,738
<b>TOTAL PROGRAMME</b>	517,836	465,438
<b>TOTAL PROGRAMME</b>	4,872,386	3,588,611
<b>ADMINISTRATION</b>		
Forum pour la Démocratie	106,701	267,296
Conseil / Conseil d'administration	187,936	241,424
Secrétariat	1,409,527	1,295,922
<b>TOTAL ADMINISTRATION</b>	1,704,164	1,804,642
<b>TOTAL INSTITUT</b>	6,576,550	5,393,253

**Remarque :**

\*\* Frais généraux relatifs aux projets au sein des programmes suivants, Règles et Principes directeurs et Renforcement des capacités sont facturés sur le projet concerné.